

Avis voté en plénière du 14 décembre 2011

LE RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE

Groupe de la CFTC

Le groupe de la CFTC souscrit à l'analyse que cet avis nous donne sur la crise que nous vivons. Poussée par la cupidité extrême, la dérégulation des marchés financiers a débouché sur la financiarisation excessive de l'économie. Des objectifs de rentabilité à court terme se sont substitués à l'investissement à long terme. Tout ceci est bien décrit dans l'analyse de la situation.

Notre groupe voudrait pour sa part insister sur un certain nombre de points.

Nous vivons une situation de chômage qui va en s'aggravant à la faveur de la crise et qui touche particulièrement les jeunes et les seniors. Nombre de nos compatriotes, de plus en plus inquiets des conséquences de la mondialisation, ne voient pas dans la construction européenne, telle qu'elle est réalisée, une réponse aux problèmes posés. C'est une question à ne pas sous-estimer.

Concernant le problème du chômage, il est cité nombre de pistes intéressantes : l'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Elles débouchent le plus souvent sur un emploi pérenne et sur des dispositions visant au renforcement et à une pleine reconnaissance des diplômes acquis par l'alternance.

La réindustrialisation de la France reste toutefois une réponse incontournable.

Le groupe de la CFTC insiste pour que les préconisations sur la sécurisation des parcours professionnels deviennent réalité. Nous rappelons que notre organisation a élaboré en son temps un statut du travailleur qui apporte une pierre à l'édifice.

Autre problème critique d'actualité, l'accès des PME au crédit alors que les banques, contraintes de se recapitaliser, restreignent leurs interventions notamment en crédit de trésorerie, ce qui tue des entreprises même rentables.

Bien entendu, la CFTC est d'accord pour renforcer la participation des salariés dans l'entreprise et la manière de les associer à l'élaboration de la stratégie de leur entreprise.

Nous voudrions dire que, pour résorber le chômage, nous aurons le plus grand besoin d'une reprise de la croissance, même s'il s'agit d'un nouveau type de croissance à définir. Cela suppose de pouvoir accéder à la consommation.

En ce qui concerne la fiscalité, le groupe de la CFTC pense qu'elle doit faire l'objet d'une évaluation, en particulier les allègements fiscaux. Se pose également le grave problème de la fraude fiscale. L'affaiblissement, pour ne pas dire la crise de la cellule familiale, n'est-elle pas la cause de bien des maux ?

Nous pensons qu'il convient d'assurer des ressources aux familles, leur permettant d'exercer un libre choix sur la priorité qu'elles entendent donner à l'éducation des enfants.

Ceci impose en particulier d'accorder des congés parentaux et de poursuivre les efforts permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle.

Bien entendu, le groupe de la CFTC est préoccupé par le développement de la pauvreté. Il convient certes de renforcer les solidarités mais la réponse se trouve d'abord dans l'obtention d'un vrai travail.

Notre groupe a émis un vote positif.